

Assemblée plénière du Conseil régional

Débats tendus sur la Nouvelle Route du Littoral

Pourquoi la route la plus chère de France les fait crier au scandale



Par Alice Mérieux
Voir tous ses articles

Publié le 05-04-2014 à 09h10

A+ A-

A La Réunion, de nombreuses voix contestent le projet pharaonique de la nouvelle route du littoral. Explications.



Le projet de route (12 kilomètres de deux fois trois voies) au-dessus de la mer entre Saint-Denis et la Grande Chaloupe. L. de Gebhardt / Lestudio 360.fr

Depuis la publication de cet article de Challenges, le débat sur le projet de Didier Robert a largement dépassé les frontières de La Réunion.

L'assemblée plénière de la Région de mardi aura été le théâtre de vives tensions entre les élus de l'opposition et de la majorité. Une tension tournant autour de la Nouvelle Route du Littoral, «projet pharaonique» pour l'Alliance qui met en avant les contradictions et contestations grandissantes de l'opinion publique.

Le dossier «est majeur et engage La Réunion au delà de votre mandature» a évoqué Catherine Gaud, pour qui les impacts financiers et environnementaux sont avérés. Cette dernière a cité de nombreux articles de presse nationale évoquant la route du Littoral.

«Un ouvrage pharaonique»

L'élue de l'Alliance a évoqué «les nombreux articles dans la presse

nationale qui condamnent le projet, avec des mots plus durs que les nôtres». En effet, cette dernière a cité des extraits de ces médias, tels que le magazine Challenges qui explique que la Région «va signer un chèque de 1,66 milliard d'euros pour s'offrir une nouvelle route du littoral (NRL) de... 12 kilomètres! A 133 millions d'euros le kilomètre, c'est du jamais-vu».

«L'article évoque des surcoûts prévisibles» a indiqué Catherine Gaud, qui est revenu sur l'article du Huffington Post. Ce dernier a listé les projets représentant «le gaspillage de l'argent

avant qu'aucune solution viable n'a encore été trouvée pour fournir les 18 millions de tonnes de matériaux du chantier et la NRL ne résoudra pas le problème d'embouteillages, elle nécessitera au contraire d'autres travaux à l'entrée des villes».

Catherine Gaud a également tenu à rappeler un phrase de l'article de Médiapart indiquant que «La Réunion est déjà la région française la plus endettée par foyers imposés, et s'apprête à présenter une nouvelle facture aussi colossale qu'imprévisible aux contribuables. Par dessus tout, la dépense semble mal avisée: seuls 4% des réunionnais empruntent la route actuelle au quotidien».

Sur le plan environnement, le site d'information évoque que «le chantier menacera une vingtaine d'espèces protégées et sera en pleine zone de reproduction des baleines à bosse». Et Catherine Gaud reprend la phrase, qualifiant l'attitude de Didier Robert, d'«élan de mégalomanie mal placée».

«Seuls 4% des Réunionnais empruntent la route»

Une position soutenue par Camille Sudre qui évoque la conclusion de l'article de Médiapart: «il est plus que jamais indispensable de renvoyer les décisionnaires à leurs responsabilités: défendre les intérêts publics sans laisser une ardoise environnementale et financière insupportable aux prochaines générations».

Pour sa part, Le Figaro, cité par Catherine Gaud, parle d'une «facture est salée», prenant en compte que «le coût de l'opération risque de dépasser le budget de départ de 1,66 milliard d'euros. En tenant compte de l'augmentation des prix du BTP» et «les dépenses imprévues qui feront gonfler la facture».

Face à de tels articles, les élus de l'Alliance dénonce la décision de la majorité «d'aller contre les représentants de la population», les maires, qui ne souhaitent pas voir de carrière sur leur territoire. «Dans un contexte, où se prépare la conférence mondiale sur le Climat à Paris en 2015, et la confé-

public». Au top10, la NRL qualifiée de «la route la plus chère de France: 12 km pour 1,66 milliard d'euros». L'article a ajouté que cet «ouvrage pharaonique», qui «passe devant la campagne de vaccination contre la grippe A, qui a coûté 662 millions d'euros», a précisé Catherine Gaud.

L'élue est revenu sur l'article de Médiapart, qui parle d'un «projet scandaleux à 2 milliards d'euros» et met en

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr

SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

EMAIL AVIS, ABONNEMENT : avis.temoignages@wanadoo.fr

EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Les Brésiliens se méfient des vendeurs d'illusion

Quasiment à la veille de la Coupe du Monde de football qui se tiendra au Brésil, on ne compte plus les manifestations publiques et grèves en tous genres. Hier encore à Sao Paulo, la police a affronté les grévistes à coup de grenades lacrymogènes. La présidente du Brésil a dit comprendre les mécontents et accepter les manifestations publiques à la seule condition que cela ne perturbe pas la Coupe du monde, car pour elle, c'est le Brésil qui en sortira grandi. Mais les mises en garde se succèdent, et la réalité n'est pas le tableau idyllique d'un pays prêt à tout oublier pour accueillir l'événement sportif le plus médiatique de l'année.

«L'Église veut contribuer au débat public et dire son inquiétude face à l'inversion des priorités dans l'utilisation des fonds publics, qui devraient aller à la santé, à l'éducation, à la voirie, aux transports et à la sécurité»: au Brésil, l'Église dénonce le gaspillage de l'argent public pour préparer la Coupe du monde. Elle appelle à se méfier des vendeurs d'illusions dans une société d'inégalités et d'injustices sociales graves.

Un autre problème est soulevé par les évêques. C'est celui de l'exploitation sexuelle des enfants. La Coupe du monde aura lieu pendant les vacances scolaires, et la précédente en Afrique du Sud avait vu les statistiques des violences sexuelles bondir de 66% rappelle l'ONG Childhood. Dans quelques jours, 800.000 touristes s'apprêtent à déferler dans un pays où 250 000 enfants subissent chaque année l'exploitation sexuelle.

Le Brésil est un «BRIICS», ou si voulez: un pays émergent. Dans les faits, c'est tout un peuple et de vastes territoires entièrement livrés aux grands jeux du capitalisme sans cœur et sans limite. Pourvu qu'il y ait de l'argent à gagner, le reste n'a aucune importance. Le reste, ce sont des masses d'hommes et de femmes au service du profit, souvent considérées comme de simples marchandises accordées au plus offrant quand ce n'est pas tout bonnement des consommateurs spoliés. Le reste c'est l'Environnement naturel sacagé. Ce sont des peuples et avec leur Culture séculaires qui sont décimés. Ce modèle économique a occasionné une crise de confiance dans des élus issus, d'ailleurs, du monde social: hier, ancien syndicaliste, Lula, et aujourd'hui, une femme, sa dauphine, Dilma Rousseff.

Des mouvements sociaux aussi importants à la veille d'une Coupe du monde, c'est du jamais vu. Quel sera leur impact sur l'événement?

J.B.

La route la plus chère de France: 12 km pour 1,66 milliard d'euros



C'est un ouvrage pharaonique, commandité par la région Réunion. Une nouvelle route du littoral, de deux fois trois voies, en pleine mer, sur pilotis, supportant des cyclones de 150 km/h et des vagues de 10 mètres. Cette autoroute de 12 kilomètres, reliant Saint-Denis au Port, devrait coûter la rondelette somme de 1,66 milliard d'euros. Soit 133 millions d'euros le kilomètre ou encore 133.000 euros le mètre.

Le Huffington Post est très clair.

rence sur le climat les 24,25 et 26 juin à La Réunion, le projet de la NRL n'engage pas seulement la Région, mais aussi l'Etat et l'Union Européenne», a déploré Catherine Gaud.

Raillant ces articles de presse, la majorité a évoqué «une presse étrangère», qui «ne nous concerne pas». Pourtant, Didier Robert, président de la Région Réunion a décidé d'écrire deux courriers aux sites d'information, connus et reconnus, Médiapart et au Huffington Post, partenaire du journal Le Monde.

Ce dernier demande un droit de réponse sous le motif «je suis cité en tant que Président UMP de la Région» pour le Huffington Post et «parce que l'article «comporte des informations imprécises et incomplètes, voire totalement erronées pour certaines», a-t-il évoqué pour ces deux médias.

De son côté, Camille Sudre est revenu sur ce qu'il appelle «un pro-

jet scandaleux», dont les coûts vont être dépassés, «c'est inévitable», prenant appui sur la Chambre Régionale des Comptes. L'élu s'est étonné «on vient d'apprendre par voie de presse qu'il y aura un raccordement de l'ancienne route à la nouvelle route», coûtant près de 600 millions d'euros.

«Il n'y a pas de transparence ici»

«Il n'y a pas de transparence ici» s'est insurgé ce dernier, qui a réitéré sa demande d'estimation pour la NRL. Pour l'heure l'estimation d'1,6 milliards d'euros a été fixée en 2014, depuis la situation a évolué, a expliqué en substance Camille Sudre. D'ailleurs «pour pouvoir vous justifier, vous dites que les entreprises ont répondu dans l'enveloppe, c'est farfelu».

Camille Sudre a évoqué le problème des carrières qui «n'est tou-

jours pas réglé». Un problème soulevé également par Maya Césari qui a demandé «quand est ce qu'on aura le schéma départemental des carrières». Une question qui n'a pas trouvé de réponse claire et précise de la part de David Lorion.

Sur le plan financier, les élus se sont opposés aux différents votes, car les engagements de la Région vis à vis de la Nouvelle Route du Littoral vont entraîner une hausse des coûts, ont expliqué les élus. Pour sa part, Béatrice Leperlier a indiqué que «le projet de NRL est tout sauf un projet pour la jeunesse. Elle condamne les jeunes car il n'y a pas d'autre alternative de transport viable». D'ailleurs, «les 12.000 emplois énoncés s'apparentent aux 2.000 bus promis». «il faut arrêter les annonces» a ajouté cette dernière. Des annonces de la part de la Région qui envisage de demander à l'Etat d'intervenir directement pour la création de carrières.

Céline Tabou

PCR : «hommage à Madame Baba, zarboutan nout kiltir»

Le Parti communiste réunionnais salue la mémoire de Mme Bazaline Marie-Marthe, plus connue sous le nom de Madame Baba.

Elle a été une grande figure du maloya et d'une partie de notre culture jadis réprimée, mais que les communistes ont réussi à faire sortir du fénoir. A la Balance Coco à Saint-Louis, elle accueillait un servis kabaré connu dans toute l'île.

Lors de l'inauguration du Monument à la mémoire des ancêtres morts sans sépulture, elle était intervenue

pour rappeler tout ce que nous devons à ceux qui ont lutté avant nous.

Après le Rwa Kaf, Gramoun Baba, Gramoun Bébé ou Gramoun Lélé, c'est un autre zarboutan nout kiltir qui vient de nous quitter. Gageons que les jeunes générations puissent faire fructifier cet héritage. Le roulèr continuera à raisonner à la Balance Coco Saint-Louis et partout à La Réunion.

Le Port, le 9 juin 2014

Accord entre l'Union africaine et Reykjavik Geothermal

Mobilisation internationale pour la géothermie en Ethiopie

L'Union africaine et l'Islande ont établi un partenariat pour l'exploitation de deux gisements potentiels de géothermie en Ethiopie. A La Réunion, la volonté politique de la Région Réunion s'est opposée à la poursuite des explorations dans le massif du volcan, ce qui renforce la dépendance de La Réunion aux énergies fossiles polluantes, dangereuses pour la santé publique et contribuant au réchauffement climatique.

L'Afrique de l'Est abrite un gisement considérable d'énergie propre, c'est la géothermie. Pour exploiter ce potentiel, des partenariats sont noués avec des pays utilisant déjà cette énergie. L'Islande fait partie des pionniers. C'est ainsi que l'Union africaine et Reykjavik Geothermal sont arrivés à un accord. 5,5 millions de dollars seront mobilisés pour développer le potentiel de deux sources chaudes dans le sous-sol de l'Éthiopie.

Cette démarche s'inscrit dans cette du GRMF, un programme international impliquant l'Union africaine, l'Union européenne, le ministère allemand de l'Industrie et la banque KfW. Ce programme vise notamment à mutualiser les coûts pour faciliter l'exploitation de cette énergie renouvelable.

5.000 megawatts rien qu'en Ethiopie

Le programme dispose d'un fonds de 50 millions d'euros pour atteindre cet objectif.

Pour Tewodros Gebregziabher Reda, ministre des Mines de l'Éthiopie, ce projet soutenu par Reykjavik Geothermal apportera de grands bénéfices à son peuple. L'Union Africaine par la voix de son Commissaire à l'Énergie, estime quant à elle que le développement de la géothermie va améliorer la qualité de la vie des Ethiopiens. Thorleifur Finnsson, de Reykjavik Geothermal, souligne que ce partenariat contribuera à fournir d'ici fin 2015, 20 mégawatts d'électricité. L'objectif possible à moyen terme est de produire une puissance de 300 mégawatts à partir de la géothermie en Ethiopie. Le potentiel estimé de l'Éthiopie est de



5.000 megawatts.

Occasion manquée à La Réunion

L'Éthiopie est un pays grand comme deux fois la France, et avec une population de près de 100 millions d'habitants. Le photovoltaïque, la géothermie et l'hydroélectricité sont trois moyens qui peu-

vent lui permettre de démocratiser l'accès à l'électricité. En effet, aux 5.000 megawatts estimés pour la géothermie s'ajoutent 45.000 mégawatts possible en hydroélectricité. Mais le potentiel des fleuves et rivières ne pourra être pleinement exploité que par la construction de grands barrages. Ces infrastructures peuvent avoir des conséquences désastreuses pour l'environnement. L'impact de la géothermie est beaucoup plus faible, pas besoin de submerger des kilomètres carrés de terres et de boulever-

ser des écosystèmes.

A La Réunion, Didier Robert, président de Région Réunion, a décidé de stopper net tous les travaux lancés pour valoriser la géothermie à La Réunion. C'était une de ses premières annonces. Résolument anti-environnementale, cette décision renforce la dépendance de La Réunion aux énergies fossiles polluantes. Elle décrédibilise toute la communication de cette collectivité.

M.M.

Di sak na pou di

Lettre ouverte à M. le maire du Port

Lors de votre dernière conférence de presse, vous avez déclaré, à propos de l'organisation des temps scolaires, que l'ancienne municipalité aurait arrêté une proposition "catastrophique", avancée "sans concertation" (le Quotidien du 5 juin) et "unanimentement rejetée par les enseignants et les parents" (Jir du 5 juin).

Je m'inscris en faux contre ces propos, qui ne respectent pas la vérité sur ce sujet complexe. Voici, sans esprit de polémique, la réalité du dossier comme je l'ai vécue en tant qu'adjointe au maire Jean-Yves Langenier, chargée des affaires éducatives.

Il a fallu d'abord travailler avec nos partenaires de la Ville (OMS, Village Titan, Kabardock, Théâtre sous les Arbres...). Une fois réunis tous ces éléments, un travail a été organisé avec les deux inspecteurs, d'où s'est dégagée une proposition qui a été présentée par eux à toutes les écoles.

Des séances de concertation avec les parents ont alors eu lieu dans les trois Centres socio-culturels (Rivière des Galets, Cœur Saignant et Say-Piscine),

avec la collaboration de la Ligue de l'Enseignement pour éclairer les parents sur les rythmes bio-chronologiques de l'enfant. Mais compte tenu de la complexité de la réforme à mettre en œuvre, et compte tenu de notre ambition toujours tournée vers l'épanouissement de l'enfant, la concertation était encore en cours quand les résultats électoraux ont changé la donne.

Le choix entre le samedi ou le mercredi est donc resté en suspens, la municipalité souhaitant ne pas anticiper sur l'avis des Conseils d'école.

Je voulais donc apporter ces deux rectifications : d'une part le processus de concertation avait bien été mis en place, et d'autre part le choix entre le mercredi ou le samedi matin n'avait pas encore été arrêté. On ne peut donc parler ni de proposition "catastrophique", ni de choix "unanimentement rejeté".

Par ailleurs, lors de la même conférence de presse, vous avez mis en cause l'état de notre bâti scolaire, en parlant d'un état particulièrement vétuste. Je pense que cette appréciation n'est pas conforme à la réalité.

Nous n'avons pas à rougir de nos écoles au Port, dont les bonnes conditions d'accueil et de travail sont reconnues par l'ensemble des partenaires, de la CAF au Conseil Général, en passant par l'Académie et le corps enseignant lui-même, à la stabilité remarquable.

Des efforts importants d'investissement ont été continuellement entrepris afin de maintenir le bon niveau du patrimoine bâti des écoles : travaux de mise aux normes d'hygiène et de sécurité, réfection de sanitaires, ravalements de façades, réfection de revêtements des sols...

Oui, il y a encore à faire - il y aura toujours à faire, sur un ensemble de 29 écoles élémentaires et maternelles -, mais il faut savoir que la rénovation du bâti scolaire a été engagée dans une programmation depuis 1999 (diagnostic CAUE), qu'elle est toujours en cours, et que les travaux à venir seront en fait la suite de ce programme.

Je comprends que vous ayez envie de prendre vos marques, mais très modestement reconnaissez le travail accompli, qui a toujours visé la réussite de nos enfants et le bien-être de l'ensemble de la communauté co-éducative.

Entre dire et faire il y a un monde... Bon courage, M. le maire.

Mme Memouna Patel, ancienne adjointe aux affaires éducatives de la Ville du Port

Conférence d'André Oraison

«Diego Garcia : au cœur de l'océan Indien, une base militaire américaine permanente»

Le samedi 31 mai dernier, au Parc technologique universitaire de Saint-Denis, André Oraison, professeur des Universités, a tenu une conférence dans le cadre de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHÉDN) sur le thème : "Diego Garcia : une base militaire américaine permanente au cœur de l'océan Indien". Cette conférence a eu lieu une douzaine de jours avant la grande soirée de solidarité avec le peuple chagossien organisée ce jeudi 12 juin à la médiathèque Benoîte Boulard du Port par le Comité Solidarité Chagos La Réunion. Or l'on sait que l'île de Diego Garcia fait partie du pays — l'archipel des Chagos — d'où le peuple chagossien a été déporté dans les années 60-70, notamment pour réaliser cette base militaire. Voici donc le résumé de cette conférence d'André Oraison, qui est solidaire depuis de nombreuses années de la lutte des Chagossiens pour faire respecter leur droit de retour au pays.

À la suite de tractations secrètes anglo-américaines, intervenues dès 1961, le Gouvernement de Londres a institué le British Indian Ocean Territory (BIOT) par un décret-loi du 8 novembre 1965. La nouvelle colonie de la Couronne comprenait l'archipel mauricien des Chagos — dont l'atoll de Diego Garcia — et trois îlots seychellois : Aldabra, Desroches et Farquhar.

Pour faire face à la menace soviétique croissante dans l'océan Indien à l'époque du conflit idéologique et politique Est-Ouest, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont, par la suite, signé à Londres le 30 décembre 1966 un Traité portant cession à bail stratégique des territoires inclus dans le BIOT pour une période de 50 ans, éventuellement renouvelable à compter du 30 décembre 2016.

C'est dans ces circonstances que l'île de Diego Garcia est devenue — après la déportation de tous les habitants des Chagos dans les faubourgs déshérités de Port Louis (Maurice) et de Victoria (Seychelles) — une importante base militaire en vertu d'un nouveau Traité anglo-américain, également signé à Londres le 25 février 1976.

«Nouvelle Okinawa», «Eil du Pentagone», «Malte de l'océan Indien», «Forteresse du Monde libre» : dès le début de la décennie "70", les formules ne manquent pas dans la presse spécialisée pour qualifier la base de Diego Garcia, sans cesse agrandie et modernisée au fil des ans. Ces slogans sont toujours avérés, en dépit de la dissolution de l'Union soviétique en 1991 et de la fin de la rivalité Est-Ouest.

Des problèmes dans le monde...

De fait, la base aéronavale de Diego Garcia a joué un rôle décisif lors des opérations "Tempête du désert" et "Liberté immuable" déclenchées par les Nations unies, respectivement contre l'Irak en 1991 et l'Afghanistan en 2001. En 2014, Diego Garcia est sans conteste la plus grande base militaire américaine à l'extérieur du territoire national des États-Unis et il en sera encore ainsi à l'avenir. Pourquoi ? En raison de plusieurs graves problèmes dans le monde; en



Le professeur André Oraison. (Photo A.D.)

particulier :

- la situation conflictuelle au Proche-Orient, où perdure depuis 1948 l'inextricable différend territorial israélo-palestinien;
- la situation en Iran, où le régime de plus en plus autoritaire de Téhéran cherche à se doter de l'arme nucléaire, malgré les mises en garde réitérées de la Communauté internationale;
- la situation à la périphérie du golfe d'Aden, avec l'essor de la flibuste en haute mer qui remet en cause la liberté de la navigation dans l'océan Indien occidental;
- la situation en Irak, dont le territoire a été illégalement occupé par les Américains de 2003 à 2011, alors même que la sécurité et l'ordre public n'ont toujours pas été rétablis à l'intérieur du pays;
- la situation en Afghanistan, où le régime de Kaboul soutenu par les États-Unis est toujours menacé par Al-Qaïda en dépit de l'élimination d'Oussama Ben Laden le 2 mai 2011;
- enfin, la situation dans le sous-continent Indien, où se prolonge depuis la partition de 1947 une rivalité inquiétante entre l'Inde et le Pakistan à propos de la région himalayenne du Cachemire.

... au soutien aux Chagossiens

Compte tenu de ces problèmes, tous les observateurs en géostratégie sont convaincus que le bail stratégique initialement consenti pour 50 ans aux États-Unis par les Britanniques sur les divers éléments constitutifs du BIOT sera reconduit pour une période de 20 ans, à la date butoir du 30 décembre 2016.

Les «Autoroutes des hydrocarbures et des matières premières stratégiques» qui traversent l'océan Indien paraissent trop importantes pour que l'Aigle américain — conscient de son leadership incontesté depuis la chute de l'Ours soviétique — abandonne ses bases militaires installées dans la plupart des pays du golfe Arabo-Persique — face à la République islamique d'Iran — ainsi que le centre hautement stratégique de Diego Garcia.

Dans ce contexte, les Chagossiens qui militent pour leur droit légitime au retour sur leurs terres natales ou la terre de leurs ancêtres et notamment sur l'atoll de Diego Garcia peuvent compter sur le soutien indéfectible de la Communauté internationale.

Otè!

In sétyèm kontinan : De moun lé danjéré oui ! Mé kisa ?

Mé z'ami, mi oi zot marshé forin tazantan avèk in paké sasé. Dann inn na dé salad! Dann in n'ot nana zongnon! Dann in troizyèm tomat, i kout pa tro shèr sa éstèr! Dann innn in pti sasé in pti pint piman! Inn sé pou in sèl konbava! Dot ankor, konm di in vyé kominis la fine désote la vi i apél Pierre Rossolin, in viktime l'ordonans Debré, pou di étsétéra, té i di " é ke sè-je, é ke sè-je". Kozé lé bon, mé ousa tousala i sava. In pé d'moun prop vèy pa koman i mète zot salté dann sasé-la épi dyap dan la poubèl gri. Prop moin la di, mé pa si tèlman fransh vérité.

Na poin lontan, moin la lir in nouvell dsi lo sétyèm kontinan. Sétyèm kontinan? Arète farsé Justin, pars an kontan bien mi pans i trouv sis, si mi tronp pa! L'Érop, l'Azî, l'Afrik, l'oséani, lo l'Artik épi lo l'Antartik. Donk, na poin sète mé sis. Alé oir ou! Dann l'oséan pasifik la-ba, nana in nap tro milyon sink san mil kilomète karé. An koué li lé? Arienk an déshé, près arienk an déshé plastik in l'épèsèr inkroyab. si tèlman inkroyab i anvoy bann misyon syantifik pou agardé, pou méziré, pou étidyé é sak banna i oi lé pliské grav: nana dé san soisant dis l'espès zaimo lé an danzé aköz sa. Torti kan i manz plastik, zoizo d' mèr, l'éléfann mèr é tout sa i étouf sansa la vi lé rakoursi par lo bann déshé. Arzout èk sa i fo kont sink san z'ané omoins avan sa i dékonpoz tousèl.

Mé z'ami, zot i oi na in l'espès dsi la tèr lé bien danjéré, sé l'om pars konm di lo kont li l'après koup bransh li lé asiz dési é la pa zordi sa i sava fini. Mé zot va di amoin bann plastik-la, in pé lé biodégradab sa, alor kosa moin l'après rakonté. Figuir azot sak banna i di lé bio-dégradab lé solman fragmentab... Li kass par pti morso é lé ankor pli danzéré pars bann ti poisson i manz sa épi sa i pass dann la shène alimantèr. Oté, ni vé la fin di mond ou kosa? Nou la bézoin nout bo tan i fini? Mi di é mi rodi, lo moun-la sa la poin pir ras ké sa dsi la tèr.

Astèr m'a rakont azot in zistoir: na in madam i sava marshé forin avèk in tant malgash. El i sava pou ashète bann frui. Lo vandèr i trap in sasé pou mète son frui anndan. Lo madam i kal ali épi i di ali: pardon éskiz mésyé, mète dirèk dann mon kaba. Lo boug i mète dann son kaba, mé i oi konmsi la shoz ali in pé... Li lès lo fam alé, li pran pou témoin sak lé la épi li di: "na demoun lé danjéré oui!". Moin, pou mon par, mi fé mon réfléksion dann mon kèr é mi pans: Oui, mé kisa? Lomadamek son kaba, sana lo ga la fine fane son sasé tout i dimansh?

Justin